



N° et date de parution : 203 - 16/03/2010
Diffusion : 163750 Page : 19
Périodicité : Hebdomadaire Taille : 90 %
Humantit\_1\_203\_19\_2.pdf 536 cm²
Site Web : http://www.lhumanite.fr/humanitedimanche



Vol de vautours sur Quelle

À Saran (Loiret), plus de 200 emplois sont menacés chez le numéro trois français de la vente par correspondance. Aurelius, le fonds qui a racheté Quelle en 2007, lui a fait les poches.

« Avant la venue à Aurelius, nous souhaitions passer à la Quelle France un avenir stable... » explique en février 2007 un communiqué du groupe allemand Kanstad-Quelle, alors qu'il venait de céder sa filiale de vente par correspondance.

Le fonds Aurelius, qui se dit « familial et responsable », a fait main basse sur près de 15 millions d'euros !

Quelle France, pour une somme symbolique, Les 50 salariés de Quelle à Saran, près d'Orléans (Loiret) y ont vu. Le fonds allemand Aurelius s'est présenté comme un fonds familial et responsable, se soucieux de son avenir, de son pays de réaliser du profit à court terme, mais « de remettre l'entreprise en état d'être profitable... »

promis, les salariés n'ont jamais vu la routine. Et lors de l'annonce, le groupe Quelle a été mis en redressement judiciaire (juin 2009). Le 12 mars dernier, le tribunal de commerce d'Orléans a examiné les trois projets de reprise de Quelle La Source et tranché en faveur du groupe 2 Sources International, qui s'engage sur le maintien de 131 emplois sur 213 sur les dix ans de Saran et Thoury (Nièvre). Le sort des deux filiales sera examiné plus tard. D'ores et déjà, les « plans sociaux » ont été votés et les salariés en greve depuis le 11 mars.

comme un fonds de détournement à l'accusé Laurent Riou, dirigeant de C'EST-QUEL. En 2007, lors de l'acquisition, le fonds avait exigé que 15 millions de euros soient versés par Kanstad en 2005 soit préalablement remboursés à l'ancien actionnaire. Quelle La Source a dû asscher cette somme à la « sous-holding » d'Aurelius, ZENIC. Cette acquisition a été annulée. Pour les salariés, Aurelius a voulu qu'un règlement mette la main sur la partie du groupe Quelle. C'est-à-dire sa participation (50 %) dans C'EST-QUEL.

spécialisée dans le crédit à la consommation (au profit notamment des clients de Quelle La Source) et valorisée près de 40 millions d'euros. En octobre 2008, une partie de ces titres a été vendue à l'ancien actionnaire Colnago. Mais sur les 12,3 millions d'emplois, Aurelius n'a reversé que 6 millions à Quelle. « Aurelius doit payer pour le préjudice financier et moral que nous avons subi », estime Laurent Riou. Le 12 mars, 459 salariés de Quelle ont signé les « plans sociaux » pour obtenir leur salaire.

« À QUOI SERVENT LES BEAUX DISCOURS SUR LA REINDUSTRIALISATION ? »

Jean-Pierre Sueur, député du Loiret (PS). Aurelius avait été possesseur de Quelle pour des raisons financières, et il a quitté pour des raisons politiques. Il a été empêché de verser les sommes promises. C'est un exemple très significatif de la façon dont on démantèle aujourd'hui les entreprises d'entreprises. Et c'est pourquoi les mêmes fonds qui ont été créés pour reprendre une partie des activités de la Société nationale des produits et matériels, c'est-à-dire l'actuellement principal fabricant de Gites, dans le Loiret, a ainsi été créé. Avec d'autres élus, nous sommes intervenus au plus haut niveau de l'État pour dire : « Bon travail Aurelius, ne recommence pas... » Mais sans effet. Il y a eu un discours sur la réindustrialisation de la France, mais ça sert à quoi ? À dire encore, un équipementier aux Pays-Bas, a été racheté en liquidation judiciaire. Le gouvernement a approuvé un financement de 3 milliards d'euros chacun à Renault et PSA. Et de 500 millions seulement à l'assemblée des équipementiers. Mais les sous-traitants de l'automobile, en tout cas dans le Loiret, ne l'ont rien vu. Chaque fois, ce sont les salariés qui perdent.